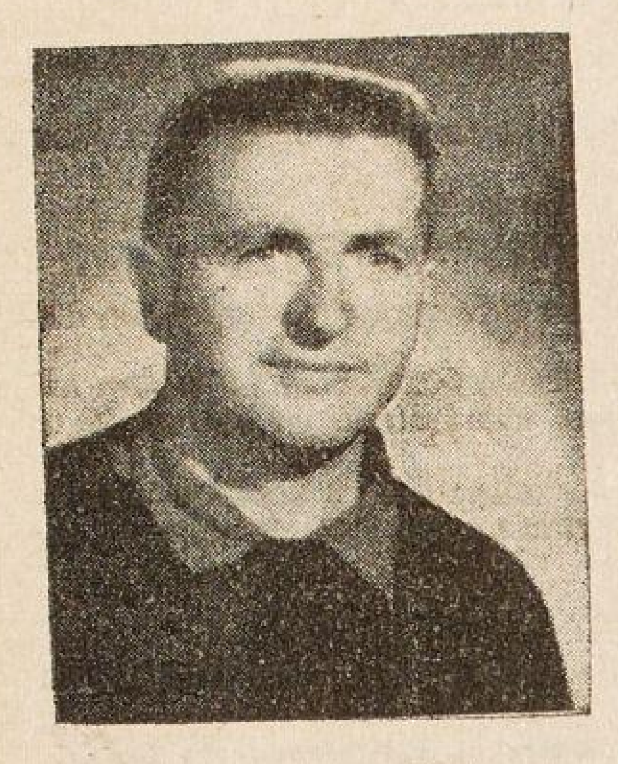


Jean LAFOURCADE

Petit propriétaire viticulteur

Déporté de la Résistance

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electrices et électeurs,

Vous êtes appelés le 23 novembre prochain à élire vos représentants à l'Assemblée Nationale.

Vous ne sauriez le faire sans vous rappeler l'abandon par les élus de tous les partis — sauf ceux du Parti Communiste — des promesses qu'ils avaient faites avant le 2 janvier 1956. Guy Mollet et J.-R. Guyon avaient promis la paix en Algérie, des mesures économiques et sociales favorables aux populations laborieuses, la défense de la laïcité, la défense des droits et libertés républicaines, le désarmement et la coexistence pacifique!

Or, ils ont poursuivi et aggravé une guerre atroce dont vous payez les frais.

C'est parce qu'ils avaient trahi toutes leurs promesses qu'ils acceptèrent, le 1er juin, de capituler devant les émeutiers d'Alger et leurs complices de France, sabordant l'Assemblée Nationale pour remettre tous leurs pouvoirs à de Gaulle au mois de juin dernier.

ET DEPUIS PLUS DE SIX MOIS RIEN N'EST CHANGE!

La guerre en Algérie s'éternise. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter. La crise économique menace avec réductions d'horaires et licenciements comme premiers indices. La réaction s'appuyant sur un pouvoir dictatorial se fait plus insolente et la laïcité menacée, comme elle ne l'a jamais été.

La politique antiouvrière et antipaysanne des commis de la Banque et de la grosse industrie (le directeur du cabinet de de Gaulle est M. Pompidou, directeur de la Banque Rostchild), qui sont au gouvernement, commence à produire ses effets : misère, chômage, baisse de la consommation, etc., et comme si cela ne suffisait pas, on nous annonce pour le 1er janvier l'entrée en service du Marché Commun qui ne peut qu'amener de nouvelles difficultés économiques.

C'est pour paralyser la défense au Parlement des légitimes revendications de la population laborieuse de la ville et des champs, que le Président du Conseil et les gens qui l'entourent ont fait adopter une Constitution qui réduit à leur plus simple expression les prérogatives des élus. Mais comme on craignait que cela ne suffise pas, on est revenu chercher le vieux scrutin d'arrondissement que les hommes de progrès n'ont jamais cessé de dénoncer comme le plus malhonnête et le plus réactionnaire. Et cela afin d'empêcher les ouvriers et les paysans travailleurs d'avoir des représentants au Parlement en nombre correspondant à leur force.

POUR DU NOUVEAU! POUR QUE ÇA CHANGE VRAIMENT!

Il faut d'abord dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros et jeter les bases de l'indispensable regroupement de tous les républicains et pour cela VOTER EN MASSE POUR ASSURER LA PRESENCE D'UN GROUPE COMMUNISTE IMPORTANT A L'ASSEMBLEE NATIONALE.

Les candidats d'autres partis qui se présentent à vos suffrages symbolisent parfaitement la politique du passé, la politique dont vous ne voulez plus. SOURBET, plusieurs fois ministre de l'Agriculture de Pinay et d'autres, a le patronage de l'ultra-colonialiste Bidault. Au fond, il est d'accord avec GRANDREMY, candidat des fascistes Chaban-Delmas et Soustelle.

Ce sont l'un et l'autre les candidats de la réaction patronale et cléricale, ceux des grands capitalistes et des gros propriétaires fonciers.

LAFORCE est le candidat du Parti S.F.I.O. de Guy Mollet qui siège au gouvernement aux côtés de Pinay et de Soustelle et qui a préféré, à l'alliance avec les communistes, la collusion avec la réaction dont il a repris la politique dans tous les domaines essentiels. Quant à VER, s'il a eu pendant et après le 13 mai, certaines positions qu'on peut approuver, il est le candidat du Parti Radical et Radical-Socialiste dont les responsabilités ne sont pas moindres que celles des autres.

Les communistes viennent devant vous la tête haute car ils sont demeurés fidèles à leurs promesses, ils se sont refusés à abdiquer devant le coup de force et sont les seuls à ne porter aucune responsabilité dans la néfaste politique menée depuis onze ans.

POUR LA JUSTICE SOCIALE ET LE SALUT NATIONAL

La présence à l'Assemblée Nationale d'un groupe communiste nombreux s'appuyant constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations démocratiques, ouvrières et paysannes permettra une action suivie pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain et en faveur du programme de justice sociale et de salut national

suivant proposé par le Parti Communiste et son candidat *JEAN LAFOURCADE.*

POLITIQUE DE PAIX ET D'INDEPENDANCE FRANÇAISE

1. — Relèvement du niveau de vie des masses populaires par l'augmentation des salaires, traitements, retraites et prestations familiales.

— Retour aux 40 heures sans diminution de salaire et création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat.

— Egalité du salaire minimum des ouvriers agricoles avec le salaire minimum industriel.

— Application effective pour les métayers de la loi du 13 avril 1946 sur le partage aux deux tiers.

Aide aux petits paysans, artisans et commerçants,

— Par la suppression du quantum aux petits producteurs de blé et le paiement au prix garanti de la totalité des livraisons ne dépassant pas 200 quintaux.

— Par le paiement du tabac sur la base d'un barême progressif partant de 500 francs le kilo pour 2.000 kilos ha.

— Réduction de 15 % du prix des engrais aux exploitants n'employant pas plus d'un salarié en dehors de la famille.

— Abrogation du décret du 30 septembre 1953 sur l'arrachage obligatoire et les zones dites à vocation viticole.

— Déblocage minimum de 100 hectos par exploitation, contingentement des livraisons de vins algériens et résorption des excédents à la charge de la grosse viticulture.

— Réforme fiscale en faveur des artisans et commerçants de nos villages.

— Pour les VIEUX, amélioration et révalorisation du taux de la retraite.

— Départementalisation des chemins vicinaux et mise à disposition du gaz de Lacq pour usages domestiques et agricoles.

2 **PAIX EN ALGERIE** par la négociation avec ceux contre qui la France se bat, et établir avec Algérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

3 **POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

4 **REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre, afin :

— de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française;

— de donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

5 **GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE** par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

6 **RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :**

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution,

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, libertés de la presse et de réunion;

— par le contrôle du peuple sur ses élus;

— par une large autonomie communale et départementale.

Contre la réaction et ses alliés.

Pour la paix en Algérie.

Pour les droits des travailleurs de la ville et de la campagne et l'amélioration de leur niveau de vie.

Pour les légitimes aspirations de la jeunesse. Pour la paix par l'amitié entre les peuples.

Pour la République et l'avenir de la France,

VOTEZ

Jean LAFOURCADE

REMPLAÇANT EVENTUEL :

HENRI NEYRAT

instituteur

Vu : le candidat.

S.E.P.I. Saint-Hubert - Bordeaux